Mesures d'urgence—Loi

● (1540)

En 1970, le premier ministre du Québec a écrit à son homologue fédéral pour lui demander son aide. Pour la gouverne du député de Portneuf (M. Ferland), qui a parlé tout à l'heure des actions unilatérales prises par le gouvernement fédéral à l'endroit du Québec, je voudrais vous faire lecture d'un extrait de cette lettre; voici:

Dans les circonstances, au nom du gouvernement du Québec, je demande que des pouvoirs d'urgence soient prévus le plus tôt possible, permettant de prendre des mesures plus efficaces. Je demande en particulier que ces pouvoirs comprennent l'autorité d'arrêter et de détenir les personnes que le Procureur général du Québec estime, pour des motifs raisonnables, être dédiées au renversement du gouvernement par la violence et des moyens illégaux.

Selon l'information que nous possédons et qui vous est accessible, nous faisons face à un effort concerté pour intimider et renverser le gouvernement et les institutions démocratiques de cette Province par la commission planifiée et systématique d'actes illégaux, y compris l'insurrection: il est clair que les individus engagés dans cet effort concerté rejettent totalement le principe de la liberté dans le respect du droit.

Il s'agit là d'une lettre fort claire de la part du premier ministre du Québec de l'époque qui faisait partager ainsi à ses homologues fédéraux non seulement son opinion, mais également celle de son procureur général. On a déjà lu des passages d'une lettre écrite par le maire de Montréal. Ce dernier, dont les forces de l'ordre viennent probablement au deuxième sinon au premier rang au Canada en fait d'importance, a déclaré ce qui suit à l'époque:

Le chef de la police de Montréal nous a dit que ses moyens d'intervention sont insuffisants et que l'aide d'échelons plus élevés de gouvernement était devenue essentielle pour la protection de la société contre le complot séditieux et l'insurrection appréhendée dont les enlèvements récents étaient la première étape.

Nous savons tous de quels enlèvements il s'agit. Il s'agit de l'enlèvement d'un ministre important du cabinet provincial et de celui du chef de la délégation commerciale britannique. A la suite de ces activités, un manifeste a été lu à la télévision. Nous nous en souvenons tous. Il a été lu par les médias qui se sont sentis obligés de diffuser le manifeste troublant du FLQ à la suite de ces événements intimidants.

Les personnes qui ne vivaient pas au Québec à ce moment-là et celles qui faisaient semblant qu'il ne se passait rien pourraient nous faire la morale aujourd'hui. Je suppose que c'est leur droit. Elles doivent au moins se souvenir de ce qui s'est passé.

[Français]

Monsieur le Président, je suis moi-même natif du Québec, représentant une circonscription franco-ontarienne, et la frontière entre l'Ontario et le Québec, chez moi, dans ma circonscription, du moins en grande partie, c'est la rivière des Outaouais. Je me souviens avoir traversé justement le pont entre Grenville, Québec, et Hawkesbury, Ontario, le soir où on a trouvé le regretté M. Laporte, mort dans le coffre d'une automobile. Je me souviens avoir attendu, ce soir-là, trois heures pour traverser le pont Perley à Hawkesbury, tâche qui aurait dû prendre à peu près 45 secondes. On s'en souvient tous de ces jours-là. Mais à titre de Canadien, ce soir-là, monsieur le Président, c'est sûr qu'il y avait un certain élément de frustration lorsque je devais attendre au pont Perley pour traverser, pour retourner chez moi. Je revenais de travailler au Québec, là où je travaillais les fins de semaine, et quand même

je pense que nous étions tous au courant, tous ceux qui attendaient là, tous ceux qui faisaient la queue, que les gestes qui étaient... ou on croyait à ce moment-là, du moins, que les gestes qui étaient posés étaient nécessaires.

[Traduction]

Il importe de se rappeler que les lettres écrites par le premier ministre du Québec et par le maire de Montréal, lequel répondait à une requête du directeur du Service de la police de Montréal, évoquaient des actes d'insurrection redoutée. Le premier ministre provincial demandait certains pouvoirs, dont celui d'arrêter et de détenir en prison des personnes qui étaient déterminées, comme le procureur général du Québec avait de bonnes raisons de le croire, à renverser le gouvernement par la violence et par des moyens illégaux. Le gouvernement fédéral a donc eu recours aux moyens dont il disposait à l'époque.

Aujourd'hui, bien sûr, nous aurons une meilleure loi ou, du moins, nous l'espérons. Dieu veuille qu'on n'ait jamais à recourir à cette nouvelle loi, mais s'il fallait malheureusement y recourir, allons-nous considérer cette loi comme une arme brutale et bien inadéquate? C'était la seule loi dont nous disposions pour effectuer le travail qui s'imposait, compte tenu de ce que nous savions à l'époque. Je rappelle donc ces faits à tous les députés.

Voilà qui suffit à propos de ce moment de notre histoire. Il faut vraiment nous pencher sur le nouveau projet de loi qui, tous les députés en conviendront, est meilleur que celui que nous avons, comme il se doit. S'il n'est pas meilleur que celui que nous avons auparavant, il nous faudrait vraiment mettre en doute le travail de tous les députés, des légistes et ainsi de suite, tous ceux qui nous ont aidés à rédiger, modifier, corriger et adopter le projet de loi. Je tiens simplement à rappeler une chose au secrétaire parlementaire à propos du discours qu'il a prononcé un peu plus tôt aujourd'hui, un discours passablement bon dans l'ensemble.

M. Blackburn (Brant): Passablement bon, seulement, Bud.

M. Boudria: Eh bien nous pouvons dire que ce fut, dans l'ensemble, un bon discours. Je tiens à rappeler une chose au secrétaire parlementaire, comme je l'ai rappelée aux députés du Nouveau parti démocratique, au sujet de l'imposition de la Loi sur les mesures de guerre en 1970. Le secrétaire parlementaire a dit plus tôt aujourd'hui: «Certaines choses sont au-dessus de la politique. Je crois que le projet de loi C-77 est du nombre». Il a ajouté que nous avons vu se rouvrir de vieilles blessures depuis quelques semaines. La publication des journaux de M. Jamieson avec leurs allégations d'opportunisme politique, et les instances publiques faites par la *National Association of Japanese Canadians* nous ont rappelé les horreurs des événements d'octobre 1970 et du début des années 1940.

● (1550)

Je conseille au secrétaire parlementaire de rappeler à celui qui a préparé ses notes que ces deux paragraphes devraient être utilisés dans un discours pour réprimander quelqu'un d'autre. Il est peu approprié, à mon avis, de prétendre qu'une chose est au-dessus de la politique et, deux lignes plus loin, de se lancer dans une diatribe politique.